

1978 : un tournant ?

L'année des dupes ? Alors que 1978 s'achève dans la cacophonie des états-majors du mouvement ouvrier — les querelles internes relayant la division publique des partis et des syndicats — les travailleurs sont en droit de s'interroger. D'abord, et avant tout, sur dix années d'une longue marche qui devait normalement se conclure par l'arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche.

Certes, les directions syndicales, orchestrant les grèves de 24 heures sans lendemain et s'efforçant d'éviter toute généralisation des luttes contre le plan d'austérité, avaient planifié, depuis quelques années, l'attentisme électoral. Certes, les directions du PC et du PS, donnant le maximum de gages à la bourgeoisie et refusant de mettre en cause le calendrier électoral, avaient finalement organisé la division au nom de leurs intérêts d'appareils. Mais, par-delà les coups encaissés par « réalisme », par-delà les demi-victoires électorales, l'espoir demeurait.

Que reste-t-il, aujourd'hui, de cette longue marche ? Notre propos n'est pas de revenir sur le bilan de dix années marquées, après les secousses de l'immédiat « post-68 », par un renforcement des grandes organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et une marginalisation progressive de l'extrême gauche sur le champ politique. Il

s'agit plutôt de dresser un constat : l'année 1978 ouvre une nouvelle phase de la lutte des classes en France. Non pas tant parce que la démobilisation serait proportionnelle aux illusions électoralistes. Mais parce que les conditions politiques de la lutte ont changé. En attendant 1978, le chômage a triplé — 500 000 chômeurs en 1974, 1 500 000 aujourd'hui. En attendant 1978, le pouvoir d'achat de la grande majorité des travailleurs a été bloqué dès la fin de l'année 1976. En attendant 1978, des énergies se sont gaspillées, des forces se sont affaiblies.

On ne peut, à cet égard, être conservateur dans l'analyse des faits. Il est vrai que les élections n'ont pas bouleversé les nouveaux équilibres sociaux que Mai 1968 avait fait surgir. La bourgeoisie française n'est pas parvenue, par giscardisme interposé, à refonder une alliance de classes avec les nouvelles couches moyennes susceptibles de saper la progression électorale des partis ouvriers¹. Faute d'assise sociale, elle a dû planifier dans le temps une politique anticrise qui, pour être menée à bien, suppose un affaiblissement durable des positions de la classe ouvrière. Il est vrai, aussi, que l'attitude des dirigeants politiques et syndicaux s'empressant de venir légitimer Giscard à l'Élysée, au sortir du scrutin, puis remettant progressivement en cause, chacun à leur manière, la logique réformiste classique du Programme commun, a suscité des mouvements de contestation au sein des partis et des syndicats. En même temps, la combativité ouvrière n'a pas brutalement chuté : les grèves de Renault, de Moulinex, des Arsenaux au printemps, la grève de l'éducation nationale et les mouvements dans la fonction publique à l'automne témoignent d'un potentiel de luttes important.

Mais est-ce suffisant pour dire, *grosso modo*, que la situation n'a pas changé ? Deux éléments, pourtant, en modifient sensiblement les données. D'une part, la bourgeoisie française voit ses marges de manœuvre élargies du fait de sa courte légitimité électorale. D'autre part, les conséquences de la crise économique sur les travailleurs — particulièrement sensibles depuis la mise en place de la politique d'austérité en 1976 — vont entraîner des différenciations de niveaux de conscience dans la classe ouvrière. Les rapports de forces sociaux ne sont pas, pour autant, modifiés. Mais un retournement de situation s'opère lentement — au même titre sans doute qu'au Portugal, en Espagne ou en Italie. L'enjeu pour la bourgeoisie française est clair : faute de pouvoir affronter durement la classe ouvrière dans l'immédiat, elle cherche à battre en brèche ses positions à l'horizon

1980. De façon à ce que l'alternative devienne plus simple : le combat direct dans un meilleur rapport de forces, ou le choix d'une social-démocratie « douce » pour faire digérer l'austérité aux travailleurs.

I. Les prémisses

Le retournement de situation ne date pas de mars 1978. Il trouve ses prémisses quelques années auparavant. Certes, la progression électorale continue des partis ouvriers entre 1973 et 1977 témoigne des difficultés de la bourgeoisie à stabiliser sa domination. Mais en même temps que l'Union de la gauche gagne des voix, un tassement se manifeste, dès l'année 1975 et plus nettement à partir de 1977, dans le rapport des forces réel entre les classes.

1. La combativité

La grève générale de mai-juin 1968 ouvre une nouvelle période d'activité de la classe ouvrière en France, marquée non seulement par un bond statistique de la combativité (nombre de journées de grève) mais aussi par une progression des formes de lutte dont Lip constitue sans doute un symbole. Il faut se garder cependant d'une vision triomphaliste qui fasse fi des comparaisons historiques ou internationales.

Depuis 1968, en effet, le nombre de journées « perdues pour fait de grève » s'élève, en moyenne annuelle, à environ 4 millions. Chiffre fort si on le compare à celui de la fin des années « 1950 ». Chiffre à relativiser si on le compare à la pointe du début des années « 1960 » (6 millions en 1963). Chiffre faible, enfin, si on le compare à celui de l'Italie (17 millions par an, en moyenne, de 1971 à 1975) et même à ceux des pays d'Europe du Nord (la Grande-Bretagne a connu, durant cette période, une « activité gréviste » presque trois fois supérieure à celle de la France...)².

Une analyse plus fine montre, d'autre part, un net changement de situation à partir de l'année 1975. Le nombre de conflits locaux (c'est-à-dire indépendants des journées d'action professionnelles ou interprofessionnelles) diminue sensiblement. Le maintien de la moyenne annuelle des journées de grève, jusqu'en 1977, n'est dû qu'à la multiplication des grèves par branches ou des grèves de

24 heures à l'échelon national. La même remarque s'applique aux formes de lutte. Dans un contexte où, de toute manière, les expériences d'auto-organisation ont été bien moins poussées qu'en Italie par exemple, la lutte des Lip (1973-1974) paraît marquer un seuil dans l'élévation des formes de lutte de la classe ouvrière.

On ne peut manquer de rapprocher cette première constatation — sur le strict plan de l'analyse statistique de l'activité gréviste — de la montée brutale du chômage qui intervient dès la fin de l'année 1974. La fermeture de milliers d'entreprises, sous l'effet de la crise économique, jette à la rue plusieurs centaines de travailleurs par jour. Le nombre de demandeurs d'emploi officiellement recensés par l'ANPE passe de 400 000 à environ 800 000 en l'espace de dix-huit mois (décembre 1974-juin 1976).

2. La radicalisation

L'évolution de la combativité ne reflète pas, à elle seule, un rapport de forces social. Il convient naturellement de prendre en considération les phénomènes plus complexes de radicalisation qu'elle suscite. Au premier chef³, la prise de conscience de larges couches de travailleurs de la nécessité de s'organiser dans un cadre stable et durable. L'évolution numérique et électorale des grandes organisations du mouvement ouvrier en constitue un test.

Sur le plan syndical, on constate, dès les lendemains de 1968, une progression sensible des effectifs. La CFDT en est la principale bénéficiaire qui voit ses adhérents augmenter de 50 % en l'espace de huit ans. Et si la loi de décembre 1968 sur les sections syndicales d'entreprise élargit l'influence des grandes confédérations, le taux de syndicalisation reste inférieur à ceux de l'Italie et des pays d'Europe du Nord. Mais surtout, dès l'année 1975 pour la CGT et l'année 1976 pour la CFDT, une stagnation des effectifs se dessine.

Celle-ci doit être rapprochée des transferts de voix qui commencent à s'opérer alors, aux élections de délégués du personnel ou de comités d'entreprise, au bénéfice de syndicats ouvertement collaborationnistes aux yeux des travailleurs. Il est vraisemblable que les gains de FO ne sont pas aussi élevés qu'une certaine presse veut bien le faire croire. Mais il est indéniable, en tout cas, que la CGT perd beaucoup de voix dans les grandes concentrations ouvrières.

Sur le plan politique, au contraire, le Parti communiste et le Parti socialiste se renforcent indéniablement au moins jusqu'en 1977.

Officiellement, le premier dépasse la barre des 600 000 et le second celle des 200 000. La réalité est vraisemblablement inférieure d'un tiers. Toutefois, dès 1977, et avant même la rupture de l'Union de la gauche, un tassement se manifeste dans leurs progressions respectives.

Cette évolution est parallèle aux gains électoraux. Le point culminant de l'Union de la gauche ne se situe pas en mars 1978, mais en mars 1977 à l'occasion des élections municipales. Les listes conduites par un communiste ou par un socialiste dans les villes de plus de trente mille habitants dépassent, en pourcentage de voix au premier tour, les scores réalisés par Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974. La rupture de l'Union de la gauche et la division qu'elle entraîne expliquent, ensuite, la désaffection d'une partie de l'électorat aux législatives de 1978.

Ainsi, le renforcement des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, à partir de 1975-1976, s'opère essentiellement au niveau politique et plus particulièrement au niveau électoral. Ceci s'explique par l'organisation délibérée de l'attentisme électoral par les directions syndicales et la polarisation du débat du mouvement ouvrier sur la perspective 1978. Mais cette explication reste partielle. Il faudrait se demander, en même temps, si un tel phénomène n'a pas masqué, en partie, les premiers piétinements d'une poussée sociale en butte aux premiers effets de la crise.

3. La politique d'austérité

D'autant qu'à partir de la fin de l'année 1976, les conditions de vie de la classe ouvrière se dégradent sensiblement du fait de l'application du plan d'austérité. Il serait faux d'établir un lien mécanique entre croissance du pouvoir d'achat et progression du rapport de forces global en faveur des travailleurs. Mais il serait tout aussi faux de considérer que, pour aussi mesurés qu'ils soient en comparaison d'autres pays européens, les premiers reculs de la classe ouvrière en France sur le pouvoir d'achat ou le chômage restent sans conséquences sur le degré de combativité et les processus de radicalisation.

Il est difficile de chiffrer avec précision l'évolution du pouvoir d'achat depuis le début de l'année 1977. Les différenciations sont parfois grandes entre branches ou secteurs. Une chose est cependant sûre : pour la première fois depuis vingt ans, le pouvoir d'achat de la

grande majorité des travailleurs n'a pas augmenté et a même légèrement baissé pour une partie d'entre eux. Le fait que ce coup de frein n'ait pas été suffisant pour redresser durablement le taux de profit n'en élimine pas pour autant ses effets immédiats.

De même, si la bourgeoisie française a besoin, dans les conditions actuelles, d'une armée de réserve industrielle qui oscillerait entre deux et trois millions de chômeurs, la poussée du chômage, dont les statistiques « officielles » sont passées de 800 000 (été 1976) à 1 300 000 (automne 1978), n'est pas sans conséquences sur la classe ouvrière. La crainte de la perte d'emploi, l'allongement de la durée moyenne de chômage à un taux d'indemnisation insupportable pour la grande majorité des travailleurs pèsent sur les conditions de la lutte.

Si l'on ajoute aux effets immédiats de la crise économique à partir de l'année 1975 les traits spécifiques du plan d'austérité qui se font sentir dès 1977, on mesure qu'avant même l'échec électoral de mars 1978, des coups ont été endurés, générateurs de division entre salariés et de différenciation de niveaux de conscience entre militants. Une étude plus poussée montrerait, en outre, que le début des années « 1970 » marque une nouvelle stratégie de la classe capitaliste pour contrecarrer les tendances objectives à l'élargissement du prolétariat. Le développement de l'auxiliarat ou du contrat à durée limitée, la stricte limitation de l'immigration, le développement du travail à temps partiel pour les femmes ont accentué les divisions dans les rangs ouvriers.

II. Le constat

L'effritement de certaines positions de la classe ouvrière avant même l'échéance électorale de mars 1978 explique que l'échec électoral de l'Union de la gauche n'ait pas suscité de réactions violentes, même dispersées et isolées. Le tableau de la situation montre au contraire une bourgeoisie enfin débarrassée de l'hypothèque « 1978 » qui met patiemment en place son dispositif anticrise. En face, la division des partis et des syndicats, les réorientations stratégiques amorcées suscitent des débats et des interrogations dans les couches les plus avancées de travailleurs. Mais la grande majorité encaisse les nouveaux coups, émoussant ainsi son potentiel de combativité.

1. Le plan Barre III : une nouvelle dimension de l'austérité

Le patronat, qui raisonne moins en termes de rapports de forces électoraux qu'en termes de conditions d'extorsion de la plus-value, est content. Il a enfin obtenu gain de cause après avoir, lui aussi, dû attendre la levée de l'hypothèque « 1978 ». Le plan Barre III vient lui donner pleinement satisfaction : il ne se contente plus, en effet, de peser sur les salaires pour répartir différemment la valeur ajoutée entre patrons et travailleurs, mais il jette les bases d'une réorganisation complète de l'appareil productif français pour rehausser durablement le taux de profit des secteurs susceptibles d'affronter la concurrence interimpérialiste. Clignotant évident : la Bourse qui a enregistré une progression de 50 % des valeurs françaises en un an après de nombreuses années de marasme. Pour ceux qui parlent d'une aggravation continue de la crise de la bourgeoisie française, c'est un élément — non négligeable — de démenti. Quels sont les principaux éléments de ce plan Barre III ?

• *Une attaque sans précédent depuis vingt ans contre les acquis de la classe ouvrière :*

— Premièrement, la pression sur le pouvoir d'achat — déjà entamée depuis deux ans — va se poursuivre, en liaison avec la libération totale des produits industriels. Il n'est plus question d'une progression — même symbolique — du pouvoir d'achat avant 1980. Grâce à l'indice truqué de l'INSEE, il s'agit au contraire d'obtenir la réduction annuelle d'environ 2 % du pouvoir d'achat moyen, combinée avec une légère revalorisation des bas salaires.

A cette pression, se superpose une élévation des cotisations sociales (indépendamment de la politique salariale, les seules mesures applicables au 1^{er} janvier 1979 entraînent une perte de 25 F sur un salaire brut de 2 000 F) et, surtout, leur redistribution entre patrons et travailleurs. La réforme du mode d'indemnisation du chômage a pour but, à moyen terme, de faire supporter à charges égales le financement de l'UNEDIC, alors qu'actuellement les cotisations sont payées pour les quatre cinquièmes par les premiers et pour un cinquième par les seconds.

— Parallèlement, la libération totale des produits industriels (intervenue dès le mois d'août 1978) et les incitations fiscales à l'épargne « productive » (loi Monory) visent à reconstituer les profits des entreprises. L'année 1977 a déjà vu un redressement du bénéfice des

sociétés. En 1978, les profits ont augmenté, selon les premières estimations, de 9 % en valeur réelle...⁴

— Deuxièmement, le plan Barre III entend mettre en cause certains acquis historiques de la classe ouvrière, au premier rang desquels la loi sur les quarante heures et la notion de salaire minimum garanti. Pour faire face à la crise — c'est-à-dire pour améliorer la compétitivité du capital français dans la concurrence interimpérialiste — le patronat a besoin d'accroître sa productivité de façon substantielle.

La première solution consiste à distinguer le temps de travail des salariés du temps de travail des machines pour les entreprises qui ne tournent pas en continu. D'où l'idée d'« aménager » les horaires de travail pour les modeler aux fluctuations de la production. Dès le mois d'avril dernier, Ceyrac résumait le problème : « La loi de quarante heures et sa réglementation des heures supplémentaires avec ce compartimentage étriqué et administratif ne sont plus adaptées à notre époque »⁵. Accessoirement, l'abandon des quarante heures en cinq jours au profit d'un volume annuel d'heures de travail permettrait de remettre en cause certains acquis comme les congés familiaux ou les heures de délégation.

La deuxième solution consiste à rejeter le principe d'un salaire minimum interprofessionnel qui constitue un facteur de « rigidité » dans l'évolution des salaires des différentes branches. L'objectif est d'ajuster, au contraire, la croissance des rémunérations à la compétitivité des branches, en liaison avec une plus grande souplesse sur les horaires de travail. Le principe du « revenu annuel garanti » — accepté dans son principe par les directions syndicales qui ont signé l'accord-cadre de la métallurgie en juillet dernier — permet, en outre, de réintégrer dans l'enveloppe globale les primes et les heures supplémentaires, au détriment des salariés.

— Troisièmement, le plan Barre III vise à jeter les bases d'une remise en cause de certains principes de la Sécurité sociale. Le renforcement du contrôle médical en est l'aspect le plus visible. Il doit conduire à une réduction progressive de la croissance des prestations, à la suppression de certains remboursements et, de façon plus générale, à un « ajustement » des garanties financières, comme les retraites par exemple, à l'évolution démographique.

• *Une adaptation brutale de l'industrie aux conditions nouvelles de la concurrence interimpérialiste :*

« Notre pays est aujourd'hui en présence d'un nouveau défi, de

portée mondiale, qui pourrait projeter ses effets jusqu'à la fin du siècle. Ce défi résulte d'une transformation brutale, depuis le début de la décennie, des structures et du fonctionnement de l'économie internationale qui ne pourra être maîtrisée globalement aussi longtemps que la coopération entre les peuples n'aura pas fondé un nouvel ordre économique international. »

« Sur la lancée de ses succès, la France n'a pas immédiatement mesuré la profondeur de cette rupture. Cela explique, certes, que sa population soit parvenue, mieux que d'autres, à maintenir la hausse de son pouvoir d'achat et ses entreprises à soutenir leurs investissements, mais au prix d'un déficit extérieur et d'une inflation qui, dès 1976, devenait insupportable. La remise en ordre intérieure qui fut alors engagée doit maintenant être consolidée dans des conditions qui nous permettent de faire face, au cours des années 1980, à toutes les éventualités, notamment en matière d'approvisionnement énergétique. »⁶

La conclusion du « rapport sur l'adaptation du VII^e Plan », soumis au Conseil économique et social à la rentrée 1978, met les points sur les « i ». Sa philosophie se résume en une phrase clef : « L'emploi est lié à la croissance ; la croissance est liée à l'équilibre extérieur ; l'équilibre extérieur est lié à l'adaptation de notre industrie : cet enchaînement fixe la ligne d'adaptation du Plan. »

Jusqu'aux années récentes, la bourgeoisie française avait réussi à camoufler son retard industriel par rapport aux autres puissances impérialistes sous le double effet de la relance de 1968 (avec la très forte hausse de la consommation qui a suivi le relèvement général des salaires) et de la dévaluation de 1969 qui a maintenu artificiellement la compétitivité des produits français à l'étranger. La crise économique synchronisée dans les principaux pays capitalistes ne permet plus les faux-semblants. Avec l'accentuation de la concurrence pour le partage du marché mondial, la classe capitaliste en France doit restructurer de fond en comble son appareil productif.

— Premier objectif : liquider purement et simplement les secteurs jugés « irredressables ». Le couperet est déjà tombé pour au moins trois d'entre eux : le textile traditionnel, la sidérurgie et la construction navale. En ce qui concerne le textile, une récente étude du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), organisme rattaché au Plan, aboutit au constat suivant : les grands pays capitalistes ne pourront maintenir des « industries nationales » qu'en se spécialisant dans des créneaux particuliers

(produits industriels, mode, commercialisation) ou en prenant en charge la production des pays « non développés » par le biais du matériel, du savoir-faire ou de la commercialisation⁷. Dans les deux cas, des dizaines de milliers d'emplois supprimés dont l'affaire Boussac est un premier aperçu.

En ce qui concerne la sidérurgie, ce n'est pas la peine d'épiloguer longuement sur les plans de redressement successifs qui ont conduit, là aussi, à des dizaines de milliers de licenciements en l'espace de dix ans (1970-1980). Il faudrait ajouter à ce triste bilan que la sidérurgie fine (les aciers spéciaux), qui avait été jusque-là relativement épargnée, risque de licencier massivement dans le cadre d'une restructuration à venir. Enfin, en ce qui concerne les chantiers navals qui débauchent régulièrement depuis deux ans (4 000 emplois supprimés entre décembre 1976 et septembre 1978) la liquidation de Terrin et les difficultés de Dubigeon traduisent l'effondrement progressif d'une branche soumise à la concurrence japonaise et polonaise et que la bourgeoisie française n'entend guère « sauvegarder ».

— Second objectif : spécialiser et moderniser les secteurs où le capital français est susceptible d'affronter la concurrence interimpérialiste. Les patrons sont conscients qu'ils ne peuvent être compétitifs dans aucune des branches principales : les ordinateurs, l'aviation civile et l'espace tenus par les États-Unis; l'optique, l'électronique et la construction navale tenues par le Japon; les machines-outils tenues par l'Allemagne fédérale. Mais ils escomptent sur de bonnes positions dans l'automobile, l'aéronautique militaire, le verre, le pneumatique, le ferroviaire pour occuper des créneaux à long terme.

Le moyen est simple : la « spécialisation », maître-mot, désormais, de tout discours gouvernemental ou patronal sur la politique industrielle. Pour ce faire, l'État est chargé de redistribuer aux firmes l'argent des travailleurs sous forme d'aides directes ou indirectes (allègements fiscaux). Contrairement aux années précédentes, les fonds — qui, d'après les fonctionnaires du Plan, atteignaient environ 30 milliards de francs lourds en 1978 — sont soigneusement orientés vers les créneaux rentables. C'est la fin des subsides aux « canards boiteux ». La restructuration à laquelle l'État doit prendre une part active — tout en faisant mine de laisser les choses se nouer d'elles-mêmes au nom du libéralisme économique — conduira à la

suppression totale de 457 000 emplois industriels entre 1976 et 1983 et à la reconversion de deux à trois millions de travailleurs⁸.

Enfin, volet inséparable de la « spécialisation industrielle », la réorganisation en cours du secteur public permettra de dégager les activités rentables au profit du capital privé. Le téléphone et, plus généralement, les PTT en sont déjà le banc d'essai. De même, la volonté du patronat de reprendre complètement en main la formation permanente et d'accélérer la réforme de l'enseignement pour l'adapter au marché de l'emploi est partie intégrante du projet pour les années 1980.

Tel est le constat, à la fin de l'année 1978. Il faudrait naturellement intégrer à l'analyse la dimension internationale du plan Barre III dont le relais européen est un maillon essentiel. La mise en place du système monétaire européen, garantie du développement des exportations intracommunautaires dans la guerre commerciale qui s'engage entre les grandes puissances impérialistes, est un outil nécessaire à la stratégie de « redéploiement » de la bourgeoisie française. Dans l'immédiat, il convient de mesurer les capacités de résistance de la classe ouvrière aux premières applications du plan Barre III.

2. La crise d'orientation du mouvement ouvrier : une nouvelle donnée de lutte contre l'austérité

L'échec électoral contribue activement à la différenciation des niveaux de conscience, même si l'activité gréviste ne connaît pas de régression qualitative par rapport aux années précédentes. En même temps, la crise de stratégie des partis et syndicats ouvriers, après l'enterrement du Programme commun et face à l'accentuation de la crise économique, peut nourrir une politisation de couches avancées de travailleurs qui cherchent une alternative programmatique. L'évolution respective des phénomènes de démobilisation face à l'accentuation de l'austérité et de radicalisation face à la réorientation stratégique du mouvement ouvrier sera un test, dans les mois qui viennent, des possibilités de riposte d'ensemble de la classe ouvrière à la politique anticrise de la bourgeoisie.

Si les grèves, au printemps et à l'été 1978, ont été aussi nombreuses que les années précédentes, on ne peut s'empêcher de noter qu'elles ont souvent revêtu un caractère défensif (maintien des avantages acquis aux Arsenaux, défense de l'emploi chez Boussac ou

à Terrin) et qu'elles ont rencontré, la plupart du temps, des obstacles «objectifs» à la généralisation; à Renault, la grande masse des travailleurs ne suit pas les ateliers des presses; dans la sidérurgie, à la fin de l'été, les secteurs modernes de Fos-sur-Mer ne suivent pas les secteurs liquidés de la Lorraine. En outre, si l'on excepte les luttes liées directement à une liquidation d'entreprise, le secteur privé est largement absent des mobilisations de l'année. A l'automne, ce sont presque exclusivement des travailleurs de la fonction publique qui ont affronté l'austérité.

Il faut ajouter que la remise en cause progressive du SMIC, la suppression des 90 %, l'assouplissement de la loi des quarante heures et les nouvelles attaques contre la Sécurité sociale sont passés, avec la complicité des directions syndicales, sans riposte sérieuse de la part des travailleurs.

Les directions des partis et syndicats ouvriers, de leur côté, sont désormais à nu devant l'austérité gouvernementale et patronale. Aucune échéance électorale proche ne leur permet de justifier un attentisme par rapport aux objectifs de riposte. Elles doivent donc expliquer leur collaboration de classe de plus en plus ouverte : c'est l'objet de leur réorientation stratégique menée à des niveaux et à des rythmes différents suivant les organisations. Le débat que ce « recentrage » provoque dans leurs rangs est à double tranchant. Il peut faciliter la cristallisation de courants critiques de gauche de même qu'il peut désorienter des militants combattifs « convaincus » de la nécessaire « gestion de l'austérité ».

Au sein du Parti socialiste, l'opération Rocard, qui vise à fournir un relais politique à la réorientation de la CFDT, s'inscrit dans la perspective des présidentielles de 1981. Tout en ne mettant pas en cause le cadre d'alliances avec le PC, elle prépare néanmoins une perspective clairement social-démocrate, comme solution de rechange éventuelle de la bourgeoisie à l'horizon 1980. Sa force réside dans le rétrécissement des marges de manœuvre d'un réformisme classique, du fait de la perdurance de la crise, et dans des tentations de repli localiste, au niveau des militants combattifs, qui s'accommoderait d'une austérité « mieux partagée » moyennant la « redistribution du pouvoir ».

Au sein du Parti communiste, la crise d'orientation ne peut être masquée par les discours sur « l'union à la base ». La direction du PC a besoin de se démarquer du PS pour ne pas perdre le contrôle sur la

classe ouvrière. Mais elle ne pourra rester longtemps dans la défense et l'illustration du Programme commun comme perspective stratégique. Dans l'immédiat, la contestation de militants critiques s'accompagne d'une crise grave de militantisme, perceptible aussi bien dans les cellules universitaires que d'entreprises. La désorientation nourrit, là encore, un double phénomène de politisation et de dépolitisation.

Enfin, au niveau syndical, le « recentrage » de l'action syndicale, préparée de longue date par la CFDT, est aujourd'hui repris par la CGT. Le discours de rentrée de Séguy, de même que l'intervention de Moynot lors du congrès de la CGT, ouvrent la voie à une cogestion de l'austérité à la mode des syndicats italiens. Que celle-ci prenne corps dans la révision en baisse de certaines revendications (l'acceptation, par exemple, de la remise en cause des 90 % et de la loi sur les 40 heures) ou sur l'organisation du travail (concertation et collaboration au niveau des conseils d'ateliers).

Dans ces conditions, il est peu probable que surgissent à très court terme les conditions d'une remobilisation d'ensemble de la classe ouvrière contre l'austérité. Par-delà la résignation possible des secteurs les plus arriérés, l'avenir dépend de la capacité des militants syndicaux combattifs à offrir un début d'alternative à la réorientation stratégique de leurs directions. Le courant marxiste-révolutionnaire, de ce point de vue, a un rôle décisif à jouer. Pas suffisamment crédible, encore, pour contrecarrer socialement la dérive entamée, il doit mettre toutes ses forces à engager le débat avec les courants critiques qui émergent au sein des grandes organisations politiques et syndicales, en s'efforçant de les gagner politiquement au choix révolutionnaire.

III. L'enjeu

La nouvelle phase qui s'ouvre dans la lutte des classes ne signifie nullement que la perspective socialiste est renvoyée aux calendes grecques. Les années qui viennent peuvent être l'occasion de nouvelles poussées ouvrières qui mettent directement à l'ordre du jour la question du pouvoir. Encore faut-il bien mesurer ce qui est en jeu pour que les marxistes-révolutionnaires puissent peser de tout leur poids dans la situation qui s'ouvre.

1. Les années 1980 : la fin du « plein-emploi »

Au-delà du plan Barre III, l'objectif essentiel de la bourgeoisie française consiste à mettre fin à la période de « plein-emploi » qui a marqué les vingt-cinq années consécutives à la Deuxième Guerre mondiale. A l'horizon d'une décennie où la croissance, dans les pays capitalistes, restera ralentie, où la concurrence entre puissances impérialistes, s'aiguïsera encore, la classe capitaliste a besoin de reconstituer durablement une armée de réserve industrielle de deux à trois millions de chômeurs.

Le rapport Nora sur *l'Informatisation de la société* le reconnaît à sa façon : « Les conséquences d'une informatisation massive de l'emploi résultent d'un solde. C'est le résultat d'une course de vitesse entre le dégagement de main-d'œuvre lié aux gains de productivité et l'accroissement des débouchés pouvant résulter d'une compétitivité ainsi améliorée. Or le premier effet est certain, et à court terme. Le second sera conditionnel et plus lent à réaliser... Les demandes d'emploi, accrues par la pression démographique et l'augmentation du travail féminin, n'avaient entraîné aucun chômage (jusqu'aux années 1970) parce qu'elles étaient largement absorbées par les services en développement rapide et à faible productivité. C'est ce mécanisme d'ajustement dont la rupture, déjà amorcée, va s'accélérer. »⁹

L'accélération — ou pas — de la montée du chômage est l'un des enjeux essentiels du début des années « 1980 ». Elle dépend avant tout de la résistance qu'opposeront les travailleurs à la « restructuration industrielle ». De l'issue de ce combat dépend, pour une grande part, un changement du rapport de forces social en faveur de la bourgeoisie. Sortant de trois décennies d'accumulation de forces et d'expériences, la classe ouvrière connaîtrait un recul grave si elle devait poursuivre la lutte sous la menace d'un chômage massif et permanent.

2. 1981 : un candidat pour gérer l'austérité

Du côté des directions du mouvement ouvrier, l'enjeu des prochaines années est d'adapter la stratégie réformiste aux nouvelles conditions d'un capitalisme malade. La crise économique qui secoue les principaux pays occidentaux affectera durablement les rythmes d'accumulation du capital dans les quinze ans qui viennent. Les

bases matérielles d'un réformisme « classique » — redistribution des revenus — n'existeront donc plus comme par le passé. De plus, l'aiguïsement de la concurrence interimpérialiste obligera la classe capitaliste, en France, à accélérer son intégration internationale. Les fondements d'une logique réformiste « nationale » en seront un peu plus sapés.

Le discours économique de Rocard préfigure l'adaptation en cours. La « rigueur » économique et sociale gomme volontairement les aspects quantitatifs et productivistes du programme réformiste. Il faut se souvenir, à cet égard, que toute la campagne électorale de François Mitterrand, en 1974, se fondait sur le pronostic d'une croissance de 6 à 8 % qui garantirait ainsi les engagements du Programme commun... En outre, la remise en cause du principe des nationalisations met un point final à toute idée de maîtrise nationale des moyens de production et reporte le débat au plan européen. Ce qui implique de raisonner, désormais, en termes d'alliances avec les principales puissances économiques partenaires de la France, et en premier lieu l'Allemagne.

A l'heure actuelle, ce discours n'est pas encore « dominant ». Des résistances se manifestent tant au sein même du Parti socialiste que, naturellement, du Parti communiste et, de manière différente, des grandes organisations syndicales. Mais elles traduisent moins une orientation économique alternative cohérente qu'un débat politique lié aux rapports de forces internes au mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un plus ou moins grand degré de réformisme dans les différentes positions en présence. Les révolutionnaires n'ont pas à défendre tel courant ou tel autre, sous prétexte que l'un serait moins réformiste que l'autre. D'autant que la cohérence économique du projet rocardien se double d'un gauchisme verbal quant à la « redistribution » des pouvoirs, qui peut entraîner en résonance avec les préoccupations de nombreux militants critiques à l'égard des grandes organisations traditionnelles.

Toutefois, et il faut bien le comprendre, un projet réformiste plus cohérent pour un capitalisme en crise ne restera pas sans conséquences sur les niveaux de conscience des couches de travailleurs les plus avancées. Il peut entraîner vers un réformisme « moderne », pimenté de promesses de décentralisation, des militants désorientés face aux pesanteurs objectives de la crise économique. Ce phénomène sera d'autant plus fort si les marxistes-révolutionnaires ne sont pas capables d'offrir une alternative programmatique.

3. L'alternative révolutionnaire

L'horizon 80 constitue donc un enjeu décisif pour ces derniers. Jusqu'en 1978, leurs propositions de lutte et de débat ont rencontré un écho certain. Toutefois, le poids de l'Union de la gauche sur la scène politique rendait peu crédible l'alternative politique qu'ils constituent. Aujourd'hui, le débat qui traverse l'ensemble du mouvement ouvrier, à la fois sur le bilan de dix années de combat et sur les perspectives de lutte contre l'austérité, est un facteur favorable au développement des idées révolutionnaires.

La nouvelle situation politique — nous l'avons dit plus haut — entraîne des processus contradictoires de démobilisation et de radicalisation. Face au risque de reculs de la classe ouvrière, il convient donc de jeter les fondements d'une remobilisation unitaire des travailleurs pour mettre en échec l'austérité du gouvernement et des patrons en proposant l'unité des grandes organisations ouvrières sur un corps de revendications unifiantes (notamment les 35 heures sans diminution de salaire, le SMIC à 2 500 F, l'échelle mobile des salaires, etc.) dans la perspective d'une grève générale contre le gouvernement en place.

Parallèlement, il est nécessaire d'intervenir dans le débat stratégique qui secoue les grandes organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. En défendant un programme pour le socialisme qui intègre l'ensemble des solutions des travailleurs à la crise (notamment les nationalisations sous contrôle ouvrier et sans indemnités pour les patrons des principaux secteurs de l'économie, la planification autogérée, l'abrogation de la Constitution réactionnaire de 1958, le démantèlement des corps répressifs, etc.).

Cette démarche générale mériterait, cependant, d'être affinée dans trois directions. Premièrement, le développement du chômage en Europe, auquel la grève des sidérurgistes allemands donne une réponse exemplaire, exige une campagne internationale de première importance sur la réduction du temps de travail, avec l'objectif immédiat des 35 heures. De nombreuses organisations syndicales européennes ont — au moins formellement — inscrit cette revendication dans leur plate-forme. La campagne électorale européenne peut être l'occasion de proposer un congrès international des syndicats européens sur cette question pour organiser une lutte unifiée dans tous les pays d'Europe.

Deuxièmement, les solutions internationalistes à l'internationalisation du capital doivent être défendues avec vigueur contre toutes les politiques chauvines du Parti communiste ou de certains courants du Parti socialiste. Il ne s'agit pas seulement de répéter inlassablement que la perspective d'une solution européenne à la crise du capitalisme, ce sont les États unis socialistes d'Europe. Il faut également concrétiser le débat en opposant aux solutions industrielles « nationales » avancées lors de la liquidation de certains secteurs la réorganisation socialiste et internationaliste de la production, dans l'intérêt des travailleurs.

Troisièmement, la notion de « rupture avec le capitalisme » — galvaudée par les dirigeants réformistes — nécessite un vaste débat sur les formes concrètes de la transition vers le socialisme dans un pays capitaliste développé. Pour prendre un seul exemple — et répondre ainsi à la « rigueur économique et sociale » des uns — il est nécessaire de préciser l'articulation, dans le temps et dans l'espace, d'une relance massive de la consommation et de l'appropriation sociale des moyens de production par les travailleurs.

Enfin, les discours sur la décentralisation et l'autogestion masquent les réelles intentions de ceux qui les tiennent : créer l'illusion d'un pouvoir des travailleurs dans le cadre d'une austérité maintenue. Ce doit être l'occasion d'affirmer la perspective du contrôle ouvrier dans les luttes qui, sur la base de la démocratie la plus large parmi les travailleurs, met en cause directement la structure même du système capitaliste.

Dix ans après 1968, l'échec de l'Union de la gauche, en mars 1978, a mis à nu les contradictions d'une situation politique et sociale nouvelle par bien des aspects. La conjonction d'une austérité plus sévère et d'une douche froide électorale ouvre une conjoncture instable dans laquelle la bourgeoisie peut manœuvrer plus à son aise. S'appuyant sur la désorientation des travailleurs et la division de leurs organisations, elle hausse la barre dans l'espoir de retourner le rapport de forces issu de Mai 1968 à l'horizon 1980.

L'enjeu est donc là, dans les quelques années qui viennent. Le combat est moins facile, mais rien n'autorise à dire que l'accumulation de défaites partielles par la classe ouvrière constitue, d'ores et déjà, une défaite politique face à la classe dominante. Les interrogations en cours dans le mouvement ouvrier peuvent faire mûrir les

conditions d'une vaste contre-offensive qui, dans des délais très rapides, mette à l'ordre du jour la transition vers le socialisme.

Pierre Julien

NOTES

1. Lire à ce sujet le point de vue de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt dans *le Local-Démocratie*, éd. Rupture.
2. Source : ministère du Travail.
3. L'analyse de la radicalisation « externe » aux grandes organisations traditionnelles (mouvements sociaux sur des fronts divers) mériterait, à elle seule, un long développement que nous n'aborderons pas ici.
4. *Le Monde de l'économie*, 26 décembre 1978.
5. Interview au *Républicain lorrain*, 12 avril 1978.
6. Rapport sur « l'adaptation du VII^e Plan », *la Documentation française*.
7. *Les Économies industrialisées face à la concurrence du tiers monde : le cas de la filière textile*, librairie du Centre français du commerce extérieur.
8. Source : INSEE.
9. Rapport Nora : *l'Informatisation de la société*, éd. du Seuil.

